

**Conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques**

Session plénière du 14 février 2019

Discours d'ouverture

**Intervention d'Henri Etcheto**

*Conseiller départemental de Bayonne*

*Président du groupe de la gauche départementale*

Monsieur le Président,

Mes chers collègues,

Nous nous apprêtons, aujourd'hui et demain, à débattre de notre budget 2019 dans un contexte extrêmement sensible.

D'abord, parce que les collectivités locales font face à une offensive sans précédent de la part du pouvoir central, qui a décidé de les assécher purement et simplement, et d'entraver toute action publique territoriale. Alors qu'on ne cesse pas d'entendre les envolées lyriques décentralisatrices du président de la République, les appels à l'initiative, à l'audace et à l'innovation, dans la réalité tout est fait, au contraire, pour remettre en cause méthodiquement et insidieusement, l'action publique des administrations locales, la notre.

Insidieusement car, bien sûr, rien ou presque rien ne transparaît dans la loi de finances. On ne se contente pas de baisser les dotations, ce serait trop visible, et cela a déjà été fait. Par contre, on fragilise les Offices de l'Habitat, au point de mettre en péril le processus de production du logement social. On supprime la taxe d'habitation sans très bien savoir où l'on va et comment en compenser les recettes pour les collectivités locales... À ceci près qu'on a bien compris que l'autonomie fiscale des collectivités était sur la sellette, et en particulier celle des Départements, la notre, qui vont sans doute devoir transférer aux communes leur part de taxe foncière et perdre

ainsi leur dernier élément d'autonomie fiscale, c'est quelque chose d'important à souligner.

Face à cette situation, alors que nous avons encore, pour l'instant, des marges de manœuvre, une capacité à investir, alors que les besoins en service à la population n'ont jamais été aussi importants, la majorité départementale a choisi, même à regret, d'accepter sa muselière en s'engageant dans la contractualisation « Macron », qui nous interdit, d'ores et déjà, toute initiative, toute sortie du cadre fixé par le gouvernement.

Pourtant, nous le savons, les besoins de nos concitoyens, dans nos territoires, sont considérables. L'actualité des trois derniers mois est d'ailleurs venue nous le rappeler s'il en était besoin, de manière cinglante.

Nous connaissons un climat social et politique parfaitement inédit. Face à la défiance qui s'installe et devant les revendications qui s'expriment, nous ne pouvons pas détourner le regard ni fuir nos responsabilités.

Le pays tout entier est traversé par un mouvement de fond, qui remet en cause la démocratie représentative, qui défie les corps intermédiaires dans leur ensemble, qui questionne le consentement des Français à l'impôt, et qui doit nous amener collectivement, nous, élus, à nous remettre en cause et à nous demander ce que nous avons manqué.

Face à une telle situation, nous ne pouvons pas nous interroger seulement à travers l'organisation de débats, de comités Théodule, de cafés citoyens ou de budgets participatifs. Même si tout cela a sans doute son utilité, ça ne peut pas être l'alpha et l'oméga d'une prise de conscience collective et décisive.

Bien sûr, les attentes et les revendications sont diverses et parfois antagonistes. Mais on peut dégager quelques pistes, qui semblent faire consensus.

On peut convenir, en tout premier lieu, que chacun aspire à la dignité, au respect. Chacun demande à être entendu, écouté, et pris en compte. Car un très grand nombre de nos concitoyens ont le sentiment, sans doute

justifié, d'être déconsidérés, le sentiment que la politique et l'action publique ne s'adressent pas à eux mais seulement à quelques privilégiés.

La carte des mobilisations nous révèle d'ailleurs une fracture qui n'oppose pas urbains et ruraux, régions riches et régions pauvres.

On saisit désormais plus nettement l'écart qu'on a laissé grandir entre les métropoles et le reste du pays. Max Brisson parlait dernièrement, à raison, des « 15 Singapour » pour désigner nos métropoles les plus intégrées. Le fossé se trouve là aujourd'hui. Entre les « gentries » métropolitaines heureuses, qui bénéficient du laisser-faire, du laisser-aller, de la dérégulation et de la mondialisation, et de toutes les possibilités modernes des mobilités, et d'autre part le reste du pays, que l'on appelle désormais la « France périphérique ».

Or, nous sommes ici, qu'on le veuille ou non, dans ce « reste du pays ». Dans cette France périphérique. Et nous qui nous plaçons, dans notre collectivité départementale, à revendiquer la proximité, le « sur-mesure » et l'expérimentation, nous devons saisir le drapeau de cette France qui réclame légitimement le renouvellement de la cohésion nationale qui a été le fil conducteur de toute son histoire républicaine, mais qui manifestation s'est perdu ces dernières années.

Pour répondre, à notre niveau départemental, à ce défi, à ces attentes, à cette crise latente qui a désormais surgi au grand jour, nous attendions du volontarisme dans nos choix budgétaires pour l'année à venir, pourquoi pas de l'audace. Nous pensions que vous alliez changer de braquet, évoquer de nouvelles priorités.

Monsieur le Président, nous sommes déçus.

Nous ne voyons pas, dans votre budget, de prise en compte véritable de la crise que nous traversons et des aspirations de nos concitoyens. Nous voyons au contraire sur certains dossiers se perpétuer un modèle qui contribue au rejet et à la désespérance.

Vous faites des choix politiques et vous définissez vos priorités. Nous n'y souscrivons pas. Nous pensons que les investissements coûteux dans des projets décriés comme ceux de la Rhune, de la cité de l'Océan, ou les financements de manifestations telle que la caravane du Tour de France, constituent non seulement un gâchis d'argent public, mais qu'ils contribuent aussi à éloigner encore davantage nos concitoyens de la chose publique.

Ces dépenses dont nous nous passerions bien, montrent que des marges de manœuvre existent, malgré votre présentation budgétaire et l'exercice sur-alarmiste auquel nous sommes désormais habitués.

La réalité est évidemment tout autre et nous y reviendrons lors de l'examen du BP.

Contrairement à d'autres il y a peu, nous ne faisons pas le choix de la polémique, et nous vous donnons acte d'une approche financière saine et prudente dans l'ensemble. Il faut dire que pour ce qui est des grands équilibres budgétaires, vous n'avez pas fondamentalement dévié de la trajectoire engagée sous la précédente mandature et même si pour cet exercice, vous avez davantage recours à l'emprunt. Conjugué à l'excellente tenue des DMTO, cela permet en tout cas au département de disposer de réelles marges de manœuvre. Une épargne nette à 33 M€, une capacité de désendettement de seulement 5 ans : ces ratios font des envieux dans bon nombre de collectivités locales françaises !

Les marges existent donc. Elles seront sans doute d'ailleurs, pour cet exercice encore, plus importantes que vous ne le prétendez. Depuis 4 ans maintenant vous avez pris en effet l'habitude de sous-estimer très sensiblement le produit attendu des DMTO. Vous nous direz qu'il s'agit là d'une saine prudence. Mettons. Nous souhaiterions toutefois qu'elles soient utilisées différemment.

Nous continuons à penser, nous vous le répétons avec constance, que nous devons nous recentrer sur nos compétences, sur les services à la

population, sur les solidarités, sur l'éducation, sur une politique de proximité qui prenne en compte les besoins quotidiens de nos concitoyens.

Vous le faites d'ailleurs très bien sur la question des déserts médicaux, et nous vous avons proposé à ce titre une motion pour vous encourager à aller encore plus loin, et pour que le gouvernement prenne ses responsabilités en la matière. Nous ne doutons pas que cette motion trouvera consensus au sein de l'Assemblée départementale.

Mais il y a tout le reste !

Nous mettrons en lumière lors de l'examen ce BP, qu'alors que tout augmente partout, les crédits en faveur de l'Éducation n'ont pas cessé de diminuer depuis votre retour aux responsabilités. En outre, vous avez fait porter la charge de cette diminution sur les collèges publics, dont l'ensemble des dotations a été sensiblement rabaissées, alors qu'au contraire, le financement de l'enseignement privé faisait lui l'objet d'un traitement de faveur. Une distorsion dont la pertinence et l'opportunité sont plus que discutables à nos yeux.

Nous verrons aussi que sur la question des solidarités, en dépit de l'habillage rhétorique, les dépenses augmentent surtout parce que le nombre de bénéficiaires des AIS s'envole, et non pas en raison d'une politique départementale volontariste que nous attendons toujours ! En matière de prévention, le retrait des politiques départementales pèse sur la cohésion sociale des quartiers les plus fragiles sur les agglomérations paloise et bayonnaise. En matière de soutien aux EHPAD aussi, nous devrions être plus ambitieux encore. Nous regrettons au passage que vous n'ayez pas voulu retenir notre proposition d'une aide départementale exceptionnelle destinée à attribuer aux personnels de ces établissements une prime de fin d'année qu'ils méritent bien et qui aurait été conforme aux souhaits du Président de la République.

Enfin, nous savons aussi que l'action du département, et le service rendu aux usagers pâtissent désormais lourdement du malaise engendré parmi nos agents, par la réorganisation des services, mais peut-être aussi par le

management à flux tendu qui paraît l'accompagner : on sent bien qu'une politique de restriction de postes s'avance sans dire son nom, alourdissant et compliquant des charges de travail déjà difficiles, notamment pour celles et ceux de nos agents qui sont confrontés en première ligne à ceux de nos concitoyens qui se trouvent dans les situations de plus grande fragilité. Alors que ce malaise s'aggrave au sein de notre maison depuis près d'un an, alors que nombre de nos services ne peuvent plus fonctionner de manière satisfaisante pour tous nos usagers, vous présentez un budget sur lequel vous annoncez faire 7 millions d'euros supplémentaires d'économies sur les dépenses de personnel.

109 millions au BP 2018, 102 millions au BP 2019, alors que nous savons qu'en ne touchant à rien, les dépenses de personnel augmentent mécaniquement de 2% en raison du GVT.

7 M € sur 109 M €, Ça n'est plus un coup de rabet, c'est une saignée ! Cet élément majeur a été passé sous silence lors de la 4<sup>ème</sup> commission. Nous souhaitons recevoir les éclairages qui s'imposent.

En attendant la réponse à cette interrogation, Monsieur le Président, la persistance du malaise parmi nos personnels, et la dégradation du service public qui lui est liée, continuent de nous inquiéter.

Nous ne pouvons plus accepter d'en être les témoins passifs.

Pour l'ensemble de ces raisons, Monsieur le Président, nous vous présentons aujourd'hui une demande de constitution d'une mission d'information et d'évaluation, afin de travailler sur cette question spécifique de la situation de nos personnels et sur les conséquences de la réorganisation entreprise depuis 2016 qui, manifestement, n'a pas produit débouché sur un service public plus efficace. Nous ne pouvons plus accepter d'entendre à chacune de nos questions, que tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles, que les syndicats feraient de la surenchère en période d'élections professionnelles, et que les renforts seraient sur le point d'arriver à chaque poste. Il faut bien convenir que la réalité de terrain est très différente. Nous souhaitons donc qu'une mission

d'évaluation puisse éclairer l'ensemble de l'assemblée départementale, en entendant l'ensemble des parties prenantes, en examinant objectivement les situations de terrain, qu'elle puisse aboutir à des diagnostics partagés et transparents et aux remédiations les mieux adaptées, dans l'intérêt de nos personnels, de notre institution et surtout de nos concitoyens.

Je vous remercie.

Henri Etcheto